

Philippe GOMES lors de son passage sur NCIère le 24 novembre 2011

Journaliste : Avec moi, sur ce plateau, Charlotte Risch, qui mènera cette interview, celle de Philippe Gomès, leader de Calédonie ensemble. Bonsoir !

Philippe Gomès : Bonsoir !

Journaliste : Avant de revenir sur votre candidature éventuelle aux législatives et la stratégie politique de votre parti, un mot sur ces recours au tribunal administratif. Qu'est-ce que vous en attendez ?

Philippe Gomès : Que l'Accord de Nouméa soit respecté. L'Accord de Nouméa prévoit que le gouvernement est proportionnel, collégial et solidaire. Ça veut dire, en clair, qu'on doit se répartir les responsabilités, ce qu'on appelle les portefeuilles, entre les 11 membres du gouvernement, mais qu'on doit trouver un consensus pour exercer ces responsabilités. Or, ça n'a pas été le cas depuis l'origine, puisque la coalition entre le Rassemblement UMP, l'Avenir ensemble, le Parti travailliste et l'UC nous a imposé des compétences à exercer. C'est la première fois dans l'histoire du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie que cela se passe, et donc, c'est pour cette raison que nous avons fait un recours devant le tribunal administratif pour faire respecter, à la fois l'esprit et la lettre de l'Accord de Nouméa.

Journaliste : Imposé ou pas, en attendant vous êtes tout de même membre du gouvernement et vous êtes en charge, notamment des transferts de compétences, ceux qu'on vient de décider, d'ailleurs : sécurité civile, droit civil et commercial. Alors, j'ai une question toute simple à vous poser : vous travaillez ou pas ?

Philippe Gomès : Je la prends comme une galéjade. Bien sûr que nous travaillons. Vous savez, en ce qui me concerne, je pense pas que la réputation de ne pas travailler me colle à la peau, je pense qu'elle colle peut-être à la peau d'un certain nombre d'autres, mais pas à la mienne. Non, au contraire, nous continuons à exercer notre compétence, mais dans les domaines dans lesquels nous avons donné notre accord. Sur le transfert de compétences du droit civil, du droit commercial, de la sécurité civile et des règles de l'état civil, nous avons donné notre accord pour exercer cette compétence, et donc, nous l'exerçons, et je rappelle que j'exerçais la même compétence lorsque j'étais président du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie.

Journaliste : Parce qu'en fait, ce qu'il y a, c'est qu'on vous entend jamais beaucoup vous exprimer sur les dossiers dont malgré tout vous êtes en charge, même si cela ne vous convient pas, on vous entend plutôt sur des thèmes d'opposition.

Philippe Gomès : Pas du tout. Je pense que vous avez une audition sélective, et donc, il faut l'élargir. Calédonie ensemble, aujourd'hui, c'est d'abord une force de propositions. Lorsqu'on dépose deux propositions de loi pour re-répartir les financements entre les trois provinces, qui sont validés par le conseil d'État, c'est une proposition de Calédonie ensemble. Lorsqu'on propose la création d'une commission pour associer et les politiques et sociétés civiles pour trouver un drapeau commun qui rassemble les Calédoniens, c'est une proposition de Calédonie ensemble. Et la dernière, lorsque nous déposons une proposition de loi, qui est en cours d'examen par le conseil d'État, pour le minimum vieillesse, pour que tous les anciens de

notre pays aient au moins 90 mille francs CFP par mois, ça aussi, c'est une proposition de Calédonie ensemble. Donc, vous voyez, nous ne sommes pas une force d'opposition, mais une force de propositions. Par contre, nous pouvons nous opposer, nous pouvons nous opposer

Journaliste : Vous êtes quand même...

Philippe Gomès : La réforme fiscale actuelle...

Journaliste : Votre fonctionnement montre quand même que vous êtes dans l'opposition, voire dans le blocage. C'est quoi, l'intérêt de cette stratégie ?

Philippe Gomès : Je ne suis pas du tout d'accord avec ce que vous venez de dire. Je viens de vous donner trois propositions très concrètes...

Journaliste : C'est l'opinion publique, en tout cas, le ressent comme ça.

Philippe Gomès : Non. Il y a deux sujets, si vous me permettez. Donc, les propositions, je viens de vous les citer. Le drapeau, c'est bien une proposition. Le minimum vieillesse, c'est bien une proposition de Calédonie ensemble. Et, par contre, nous nous opposons, oui, nous nous opposons à ce que le paysage radiophonique soit une nouvelle fois condamné aux mêmes radios et à la même propagande politique, au profit des mêmes partis. Oui, nous nous opposons à la télévision où radio Djiido, pendant une demi-heure, tous les soirs, et RRB, pendant une demi-heure, tous les soirs, vont faire la propagande de leurs partis, sur fonds publics. Oui, nous nous opposons à la réforme fiscale...

Journaliste : N'empêche que votre façon de fonctionner, c'est quand même une stratégie qui se retourne un petit peu contre vous, et l'opinion publique ne comprend plus très bien, on a l'impression, au contraire, que vous renforcez l'alliance que vous dénoncez.

Philippe Gomès : Vous savez, on a un principe qui est tout bête, qui est, à la limite, plus d'actualité aujourd'hui. Il est très simple : c'est de respecter les engagements que nous prenons à l'égard des électeurs. En mai 2009, Calédonie ensemble a fait une campagne, dans le Sud et dans le Nord. Nous nous sommes engagés à un certain nombre de choses. Nous ne nous sommes pas engagés pour hisser le drapeau du FLNKS, nous nous sommes engagés pour trouver un drapeau commun.

Journaliste : Et avec le recul, vous trouvez pas que c'est une bonne chose, en attendant un drapeau..., parce que...

Philippe Gomès : Pour reprendre l'expression de Jacques Lafleur..., écoutez, je reviens d'une tournée d'une semaine en brousse. Je peux vous dire que ce que vous décrivez comme l'acceptation des Calédoniens ne me semble pas au rendez-vous. Vous savez, on peut tout faire dans une vie politique, à une seule condition : ne pas trahir les engagements qu'on prend à l'égard des électeurs. Or le Rassemblement UMP et l'Avenir ensemble ont trahi la confiance que les Calédoniens leur avaient accordée. Donc, ce drapeau du FLNKS, n'est pas un drapeau qui rassemble les Calédoniens, c'est un drapeau qui a coupé le pays en deux. La coalition avec les indépendantistes ...

Journaliste : Vous êtes toujours contre, vous n'avez pas changé...

Philippe Gomès : Vous savez on change pas d'avis le matin quand on se lève. C'est notre avantage. On dit la même chose, avant l'élection, pendant l'élection et après l'élection. Pourquoi ? Parce que c'est une condition, pour nous, de l'honneur en politique. L'honneur en politique, c'est respecter les engagements qu'on prend à l'égard des Calédoniens, et on essaye d'être dignes de la confiance qui nous est accordée.

Journaliste : Une dernière question, Philippe Gomès...

Philippe Gomès : Déjà ?

Journaliste : Oui. Vous serez candidat aux législatives.

Philippe Gomès : Écoutez, Philippe Gomès, ça n'est qu'un acteur de Calédonie ensemble. Nous serons candidats bien évidemment dans les deux circonscriptions, nous avons des talents, des compétences de jeunes Calédoniens, qu'il s'agisse de Philippe Dunoyer, de Philippe Michel, de Frédéric De Greslan, je pense à Sonia Lagarde, à Gérard Poidja et Hélène Iekawé et à beaucoup d'autres encore, qui sont tout à fait capables de porter les valeurs de Calédonie ensemble.

Journaliste : Quel thème de campagne ?

Philippe Gomès : Le thème de campagne, il sera central. Nous comptons faire de cette élection un référendum pour ou contre la politique qui est menée par la coalition. Est-ce que les Calédoniens sont d'accord avec cette politique ? S'ils sont d'accord avec le drapeau, avec Wamytan, président du Congrès, avec une coalition avec les indépendantistes, à partir de ce moment-là, il faut qu'ils votent pour les candidats du Rassemblement UMP, il faut qu'ils votent pour Gaël Yanno et pour Éric Gay, et ainsi, le Rassemblement UMP continuera la politique à l'avenir, et écrira l'avenir du pays. Par contre, s'ils ne sont pas d'accord, ils pourront dire : stop. Stop, on ne veut plus de cette politique qui s'est faite dans notre dos, et à partir de ce moment-là, j'espère que les candidats de Calédonie ensemble auront leur place sur l'échiquier politique, et pourront écrire l'avenir du pays d'une autre manière que celui dans lequel il est en train de s'écrire.

Journaliste : Merci Charlotte. Merci, Philippe Gomès, d'avoir accepté notre invitation.

Philippe Gomès : Merci beaucoup.